

Les Objectifs du Développement durable : un changement de paradigme nécessitant des indicateurs appropriés, l'engagement des États et la vigilance citoyenne

Blog écrit par Mathieu Le Corre, responsable de programme Eau potable, Assainissement et Déchets au GRET, ONG membre de la Coalition Eau.

Un changement de paradigme

Une grande différence des Objectifs du Développement Durable (ODD) avec les exercices de programmation globaux précédents dans le domaine de l'eau (en particulier les Objectifs du Millénaire pour le Développement - OMD), c'est le **souci de la durabilité**. Elle ressort du titre des objectifs, bien entendu, mais également des cibles de l'objectif n° 6 qui dépassent la simple question de l'accès aux services et concerne également la gestion intégrée des ressources en eau, la qualité de l'eau brute, les écosystèmes... Cet intérêt pour la durabilité devra conduire à **changer de paradigme** : on ne peut plus être dans l'approche projet à visée infrastructurelle uniquement, on doit passer par une réflexion par service, voire plus largement systémique (qui paye, qui gère, comment est-ce régulé, de quelles compétences a-t-on besoin, quel impact est-ce que cela a...). On sortira du comptage nécessaire mais un peu stérile des points d'eau...

Autre nouveauté, l'insistance sur les notions **d'équité et d'universalité** de l'accès. Cela devrait avoir des implications sur la manière de cibler l'aide internationale, de penser les tarifs des services existants et de mobiliser les ressources domestiques :

- **Mieux cibler l'aide internationale** : par exemple, l'aide de la France est dans ce domaine essentiellement engagée au travers de prêts à des pays à revenu intermédiaire alors qu'il conviendrait qu'elle soit ciblée en priorité sur les pays les moins avancés.
- **Repenser les tarifs** car trop souvent le maintien de tarifs bas pour les services existants (essentiellement en ville et dans les quartiers lotis) revient à subventionner l'accès à l'eau et à l'assainissement des classes moyennes urbaines déjà connectées, au détriment des ménages ruraux éloignés des réseaux. Or atteindre les cibles 6.1 et 6.2 signifie trouver des solutions d'accès pour eux, ils sont encore la majorité des ménages du continent africain.

- Finalement, **les ressources domestiques** sont aujourd'hui insuffisamment mobilisées. Les recettes fiscales mobilisées par les États du Sud sont faibles en proportion en comparaison avec celles des pays de l'OCDE, elles sont faiblement affectées au secteur de l'eau et de l'assainissement.

La nécessité de définir des indicateurs adaptés

L'atteinte des objectifs sera mesurée par des indicateurs définis globalement. Ce souci d'universalité porte le risque d'avoir des **indicateurs mal adaptés aux pays les moins avancés**. Les indicateurs sont très importants car ils vont déterminer le vocabulaire et la grammaire des années à venir. Pour l'eau potable, il s'agit du pourcentage de la population utilisant « *safely managed drinking water services* ». Derrière ce concept se cache l'accès à l'eau à domicile, enviable certes, mais peu envisageable dans l'immédiat en milieu rural. Pour éviter que l'indicateur nous fasse oublier des modalités d'accès améliorées de quartier ou de village, l'indicateur pourrait être **désagrégé par niveau de service** (point d'eau collectif, point d'eau domiciliaire). Il s'agit alors de considérer l'accès à l'eau comme une échelle sur laquelle on progresse passant d'un niveau de service à un autre de meilleure qualité. La désagrégation par niveau de service est également essentielle pour l'assainissement – c'est d'ailleurs dans ce secteur que le concept de « l'échelle » est né. Il s'agirait aussi de **désagréger les indicateurs par site** pour pouvoir mesurer l'accès à l'eau et à l'assainissement pour les ménages, mais aussi dans les écoles et centres de santé. Désagréger ainsi permet aussi de se donner les moyens de mesurer l'équité.

Enfin, de nombreuses organisations, dont la Coalition Eau, s'inquiètent de **l'absence d'un indicateur sur l'hygiène** dans la liste actuellement proposée par le Groupe d'Experts sur les indicateurs. Pourtant l'amélioration des pratiques d'hygiène serait un des moyens les plus efficaces de diminuer les maladies hydriques. Un indicateur simple sur le lavage des mains avec du savon doit être intégré pour mesurer la cible 6.2.

Des États responsables et redevables

Les États se sont engagés à niveau global ce mois de septembre, l'enjeu est maintenant que ces ODD trouvent leur **traduction locale**. Une traduction qui aurait intérêt à inclure la société civile dans sa mise en place, il s'agit de faire en sorte que ces objectifs soient **appropriés par**

les citoyens. Car pour que les engagements soient tenus il faudra **des citoyens vigilants, cornaquant leurs gouvernements.** Il faudra pouvoir sensibiliser le public et renforcer la société civile et sa capacité à jouer un rôle de plaidoyer.

L'engagement des États porte sur **l'ensemble des ODD**, mais certains Etats semblent déjà vouloir choisir quelques objectifs à mettre en œuvre en priorité parmi la liste des 17. Or cet ensemble est interdépendant, il ne s'agit pas d'une liste de courses dans laquelle choisir ce que l'on veut. Pour progresser il ne faudra laisser aucune thématique orpheline – dont la nôtre !

Les objectifs du développement durable fixent un cap, leur formulation ainsi que celle des indicateurs qui les sous-tendent vont déterminer la manière dont le monde du développement fonctionnera dans les années à venir. On peut se réjouir de l'apparition dans le vocabulaire de la durabilité, de l'universalité, de l'équité. Cela obligera à des approches plus « programme » que « projet », à la définition de cadres juridiques, de mécanismes de gouvernance qui devront être propres à chaque pays et à son histoire, de politiques tarifaires et de subventionnement, à la mobilisation de financements locaux, au meilleur ciblage des financements internationaux. Mais, en fin de compte ce qui sera déterminant c'est **la volonté politique, et la veille citoyenne** qui permettra à cette volonté de se traduire en actes.